

Parlement européen : L'enjeu

Bernard RAVENEL

Le "bond en avant" vers l'Europe politique se prépare. L'enjeu en est relativement simple. Mais le succès de l'opération pose des problèmes redoutables.

LA campagne pour les élections au Parlement européen a déjà commencé. Les appareils des partis mettent en place leur « programme européen » en même temps qu'ils essaient de coordonner avec les forces correspondantes des pays de la Communauté économique européenne leur stratégie et leur tactique. Pour la première fois va avoir lieu une élection générale à la proportionnelle, sur un problème de politique internationale : quel avenir pour l'Europe — ou plus précisément quel avenir pour chacun des groupes sociaux dans l'Europe (occidentale) unifiée ? Tel sera le thème central de la campagne.

Parmi les nombreuses questions qui se posent (1) il en est une qu'il faut essayer de cerner de plus près : quelles sont les raisons de fond qui poussent les dirigeants du capitalisme en Europe à faire le « bond » vers l'unification politique de l'Europe occidentale ?

C'est à partir de 1974 qu'a commencé à l'intérieur de la bourgeoisie européenne le débat sur les solutions possibles pour surmonter la crise de l'intégration économique du Marché commun — crise aggravée (et non provoquée) par la crise pétrolière de 73. De ce débat, il en est ressorti que c'est par des moyens proprement politiques qu'il fallait désormais agir.

Le sommet de Paris, en décembre 74, représente ce tournant dans l'approche de l'unification européenne qu'avaient jusque-là les classes dominantes d'Europe : désormais la politique est au poste de commande et les projets d'harmonisation des diverses politiques économiques passent après. En même temps d'ailleurs est prise la décision de créer un Conseil européen (formé des chefs d'Etat ou de gouvernements des pays

membres) qui préfigure une sorte de super-gouvernement de l'Europe.

TOUJOURS est-il que la commission de Bruxelles est chargée de présenter un projet. Ce sera le fameux rapport Tindemans qui, en janvier 76, formulera un projet d'ensemble sur l'unification politique européenne.

Qu'est-ce qui fait courir ces « Européens » vers l'unification politique ? Trois raisons, au moins, l'expliquent :

- *La première* est à rechercher dans la faillite de la stratégie de Kissinger, dans ce qui était son aspect principal, à savoir la globalité des intérêts et des actions des Etats-Unis et la régionalisation consécutive de ceux de l'Europe. Or, l'impérialisme U.S. n'a pas réussi à recréer les bases d'un nouvel ordre économique et monétaire permettant de relancer une expansion capitaliste dans la stabilité. Plus, l'hégé-

G. d'Estaing et H. Smith
Vers l'hégémonie ouest-allemande



monie U.S. n'est plus aussi globale qu'auparavant ; elle doit chaque fois davantage se plier à la négociation et à la recherche d'un accord avec les partenaires occidentaux, en particulier avec la R.F.A. en tant que puissance impérialiste et en tant que force capable d'exercer une nouvelle hégémonie en Europe. La défaite au Vietnam, la paralysie de l'exécutif pendant l'affaire angolaise, ont réduit sensiblement la crédibilité de l'impérialisme américain. La bourgeoisie européenne s'est alors vu contrainte d'assumer des responsabilités d'ordre général, au moins dans deux directions : pour le rétablissement d'un nouvel ordre international moins précaire sur le terrain économique et monétaire et pour une intervention plus marquée dans les zones critiques de l'Europe du Sud (Portugal, Espagne, Italie) pour casser ou bloquer les processus socio-politiques dangereux pour le capitalisme. L'adhésion actuellement envisagée de l'Espagne et du Portugal aggraveront ainsi la situation de dépendance de ces pays par rapport aux capitalismes « forts » de la R.F.A. et de la France.

Le nouveau rôle que tend ainsi à s'attribuer la bourgeoisie européenne ne se présente pas comme contradictoire avec les intérêts stratégiques à long terme de l'impérialisme américain. C'est tout le sens des conclusions de la Trilatérale dont T.S. a parlé à plusieurs reprises.

En effet, s'il est vrai que la bourgeoisie européenne a encore besoin des Etats-Unis il est tout aussi vrai que ceux-ci ont besoin de voir en l'Europe un allié fort, capable de contrôler — et de réprimer — les poussées « subversives » qui peuvent se manifester dans sa zone d'influence, y compris l'Afrique.

• *La deuxième motivation* de fond a été la pressante nécessité de bloquer l'avancée des forces du mouvement ouvrier telle qu'elle se manifestait en Italie et en France, sans oublier l'Espagne et le Portugal. C'était évidemment la préoccupation décisive de Giscard d'Estaing. Plus profondément, c'était la prise de conscience par le capitalisme « éclairé » européen que sans une entente entre les capitalismes — en particulier entre les plus forts — de l'Occident industriel qui se manifesterait par l'unité politique européenne il serait impossible de dépasser l'actuel désordre économique et monétaire qui ouvre la voie à une montée périlleuse des conflits de classe au niveau continental lui-même. Le début d'unification du cycle de lutte des ouvriers européens qui s'est réalisé dans les années 68-70 était un avertissement.

• Enfin, *troisième raison probable*, pour les multinationales européennes, aucun des états européens pris isolément, ne constitue sous tous ses aspects (politique, militaire, etc.) un point d'appui suffisam-

ment fort pour permettre leur expansion mondiale. Que ce soit dans la concurrence avec les Etats-Unis (cas des centrales nucléaires) ou dans le contrôle des richesses du tiers monde, en particulier de l'Afrique.

D'une manière globale, il devenait politiquement nécessaire de trouver une nouvelle articulation entre l'Etat en tant qu'institution « nationale » et l'internationalisation accrue du capital.

LA bourgeoisie européenne prenait donc clairement conscience que sans un pouvoir politique européen, doté de toutes les articulations institutionnelles nécessaires, il était vain, pour elle, d'espérer gérer efficacement une politique commune au niveau européen sur le plan économique, monétaire ou énergétique.

Mais il est clair à ce moment que l'image réfléchie et symétrique de l'Europe politique du capital c'est l'Europe des travailleurs. De ce point de vue, l'unification européenne comme tendance structurelle à long terme est un fait progressif dans la mesure où elle pousse à un niveau qualitatif infiniment supérieur l'internationalisme prolétarien du fait même de l'unification progressive du prolétariat d'Europe.

UNE stratégie correcte face au processus d'unification européenne se définit en tenant compte de deux faits :

• *Le premier* c'est que la direction de ce processus est dans les mains de la grande bourgeoisie industrielle et financière qui est présente dans tous les pays (et non seulement de quelques états forts style R.F.A. et aussi France).

• *Le second* c'est que du point de vue de classe cette grande bourgeoisie a tendance à se constituer en tant que classe unifiée ayant une nette conscience de ses intérêts communs et en tirant les conséquences politiques. Donc aujourd'hui, l'unification européenne, dans les termes où elle se poursuit, est une défaite du prolétariat européen. En effet, le dépérissement des pouvoirs des institutions représentatives nationales qu'entraînera l'élargissement inéluctable des compétences du Parlement européen frappera les classes ouvrières organisées quasi-exclusivement sur une base nationale. Tout succès de l'adversaire de classe pour se donner des formes d'organisation et de coordination supranationales est un échec des travailleurs. Cet échec pèsera aussi sur la situation des petits et moyens paysans, de même qu'il contribuera à aggraver la dépendance des capitalismes faibles vis-à-vis des plus forts, en premier lieu celui de la R.F.A. Cette dépendance accrue diminue la capacité d'autonomie et de lutte de la classe ouvrière de ces pays.

Notre tâche face à cette situation est stratégiquement simple et tactiquement très ardue : nous devons

affirmer notre volonté d'œuvrer à l'unité des travailleurs européens pour qu'elle soit la plus ample, la plus organisée et la plus consciente possible. Ce qui signifie, a contrario, s'opposer aux tendances qui aboutiraient à freiner cette unification par de nouvelles divisions nationalistes. De ce point de vue l'ébauche d'unité syndicale manifestée par la Confédération européenne des syndicats (C.E.S.) est le point de départ nécessaire, à condition d'ailleurs que la C.G.T. ne soit pas exclue, de fait, de ce rassemblement.

C'est dans notre capacité à élaborer et à populariser un programme unificateur au niveau européen que

réside l'avenir de notre politique européenne. Elle sera d'autant mieux assurée qu'elle se manifesterait en liaison avec des forces européennes anticapitalistes et autogestionnaires dans chacun des pays concernés.

Bernard RAVENEL ■

(1) A paraître prochainement une brochure consacrée à ce problème.

La gauche française et les élections européennes

• **Le Parti socialiste** est en train de réélaborer, en liaison avec les autres partis de la C.E.E membres de la IIe Internationale, un programme où il lui faudra prendre en compte des sensibilités politiques très diverses. La dernière mouture met l'accent sur la réduction du chômage, sur les conditions de travail ainsi que sur la défense de l'environnement. Ces généralités ne peuvent faire oublier que la dynamique supra-nationale en cours restreint encore les « espaces démocratiques » au niveau national et que le problème du contrôle des politiques communes et des multinationales ne se pose pas essentiellement au niveau du Parlement européen. Il faudra aussi interroger le P.S. sur sa conception de l'unité des travailleurs au niveau européen contre l'Europe du capital

• **Le Parti Communiste**, pour sa part, dès l'annonce de la fixation de l'élection à juin 79, a fait savoir qu'il entendait « prendre toute sa part dans l'événement » Son programme n'est pas encore connu. Il est simplement annoncé qu'il sera centré sur le thème de la « démocratie », ce qui signifie que l'accent sera mis sur la nécessité pour les masses, en particulier pour la classe ouvrière, d'intervenir.

En mai 78, le P.C.F. a eu une rencontre approfondie avec le Parti Communiste italien sur cette question. Il en ressort qu'il est exclu de présenter un programme européen des P.C. Chaque parti « **mènera sa lutte originale dans le cadre national qui est le sien tout en développant la coopération sur la base des analyses communes** » (l'Humanité, 1^{er} juin 78). Le P.C. doit rencontrer à nouveau le P.C.I. à l'automne avant de fixer définitivement son attitude et son programme.

Le P.C. veut montrer qu'il n'est pas, à la différence des autres, lié à une internationale quelconque, et qu'il définit sa politique uniquement en fonction des intérêts nationaux. Curieux renversement des choses. Cela pose en outre de multiples problèmes quant à la volonté du P.C. de construire une stratégie internationale face à la stratégie internationale du capital.

• **Pour le P.S.U.**, l'Europe des travailleurs n'est pas seulement une expression géographique car, de plus en plus, les travailleurs de la C.E.E. se trouvent confrontés à une même politique patronale, à la même restructuration et à leurs conséquences néfastes pour leurs conditions de travail et de vie. C'est pour cette raison que les travailleurs sont obligés de se coordonner pour se défendre face à cette politique européenne. Le P.S.U. estime nécessaire de favoriser cette coordination des forces ouvrières au niveau de l'Europe sur les objectifs suivants.

Dans le domaine économique et social :

- Pour le plein emploi, pour la réduction générale, internationale, du temps de travail ;
- Contre la déqualification et la dégradation des conditions de travail ;
- Pour l'accroissement du pouvoir d'achat des travailleurs ;
- Pour l'extension des libertés syndicales et politiques dans l'entreprise ;
- Pour la reconnaissance des droits des femmes ;
- Contre le renvoi des travailleurs immigrés, pour l'égalisation des droits au plus haut niveau ;
- Pour le contrôle sur la politique industrielle et agricole, assurant à chaque pays et à chaque région la liberté de leurs choix de développement.

Ce programme social et économique doit être complété par la prise en charge des problèmes suivants :

- énergie (contre le nucléaire civil et militaire pour une autre politique énergétique) ;
- défense (contre l'O.T.A.N. pour un désengagement vis-à-vis des blocs) ;
- justice et police : contre l'« espace judiciaire européen », pour le droit d'asile contre la répression policière européenne ;
- pour de nouveaux rapports avec le tiers monde.

■